

Atelier n°3

Quel nouveau mode de développement ?

Les acquis de plusieurs décennies de puissants mouvements de désaliénation populaire vis à vis des formes les plus dures de l'exploitation capitaliste sont aujourd'hui fragilisés et profondément remis en cause par un capitalisme désormais mondialisé et largement dominé par une financiarisation qui soumet la nature et toutes les activités humaines, le vivant lui-même, à la recherche exclusive du profit.

Nous sommes confrontés à une véritable entreprise de régression qui touche à la fois aux équilibres sociaux, humains et naturels, aux fondements éthiques et démocratiques du vivre ensemble que l'humanité dans sa diversité et à partir de ses aspirations et de ses luttes à commencé à construire.

Il apparaît de plus en plus clairement que le capitalisme n'est plus confronté à des crises cycliques qu'il pense pouvoir surmonter sans remettre en cause ses propres fondements mais à une crise systémique et de longue durée, une crise qui atteint tous les aspects de la vie, qui déstructure les dimensions solidaires des rapports sociaux, qui détruit méthodiquement notre environnement et dilapide nos ressources naturelles.

Nous faisons face à la fois à des crises sociale, écologique et financière, du travail et de l'emploi, de l'énergie, de l'eau et de l'ensemble des ressources naturelles, de l'alimentation et de la démographie, des villes et des territoires, de la démocratie et de la citoyenneté.

Les désastres sociaux et environnementaux, les guerres, les famines, les poussées de violence, d'autoritarisme, d'exclusion, bref le spectacle du monde tel qu'il va, démontre chaque jour un peu plus que le capitalisme n'est pas en mesure de résoudre cette crise globale, cette crise de civilisation, et qu'il y a urgence à agir en faveur de son dépassement et à inventer l'avenir.

Une conviction est de plus en plus partagée que ces crises ne sont pas fatales et qu'elles appellent autant d'avancées de civilisation, au sens de la poursuite de l'hominisation et de l'émancipation humaine, qui remettent en cause les modes de production et d'échanges capitalistes, la recherche exacerbée du profit, et au delà l'ensemble des rapports de domination, d'exploitation et d'aliénation qui gouvernent le monde, les êtres humains et la nature depuis des millénaires.

C'est pourquoi, si le dépassement du capitalisme conditionne une politique nouvelle de civilisation, il n'en est pas le préalable. La crédibilité de notre analyse et de notre projet politique doit reposer sur notre capacité, avec d'autres forces, à élaborer, à faire partager et à imposer dès maintenant à l'échelle planétaire, un mode de développement qui soit à la fois durable, soutenable et renouvelable sur le plan écologique, générateur de progrès social, d'épanouissement individuel et d'émancipation humaine, démocratique et citoyen sur le plan politique, tant dans la gestion de la cité et des territoires que dans celle des lieux où se déroulent les activités humaines de production, de consommation et de services.

Penser un autre mode de développement est central dans l'élaboration d'un projet politique transformateur pour le 21^{ème} siècle, un développement qui implique le dépassement de toutes les formes de domination et d'exploitation de l'homme par l'homme, de la femme par l'homme, de la nature par l'espèce humaine.

Il s'agit en effet d'inventer un développement non productiviste, susceptible de préserver la planète pour notre génération et celles qui viennent tout en maintenant et en poursuivant notre ambition d'égalité et de justice sociale.

Refuser la décroissance absolue parce que contradictoire avec cette ambition doit nous conduire à penser autrement ces questions en repensant la notion et les contenus de la croissance: produire comment, en faveur de qui et pour répondre à quels besoins? Comment garantir l'accès de tous aux biens et aux services indispensables, tout en garantissant la liberté de choix pour chacune et chacun à partir de ses aspirations individuelles? Comment mettre l'être humain et son environnement naturel au coeur du développement alternativement aux logiques à court terme du profit? Comment redéfinir notre combat contre la toute puissance des marchés financiers qui dominent l'économie

réelle et nous donner ainsi les moyens d'une autre politique? Comment réinventer l'appropriation sociale des biens communs de l'humanité? Comment renouveler notre approche du travail, de sa finalité, de son contenu, de son statut et de sa rémunération? Comment repenser notre vision même de l'individu en transgressant les approches économiques, sociales, psychologiques ou politiques en le réinscrivant à partir de sa globalité dans sa réalité anthropologique dans le travail et hors du travail? Comment garantir à nouveau le droit aux savoirs, aux arts et à la culture, aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, le droit à la santé et au sport, à l'habitat et à la ville où la beauté et la fonctionnalité se conjugueraient, le droit enfin à une consommation de qualité?

Construire un nouveau mode de développement au coeur d'un projet politique transformateur suppose d'opérer quatre révolutions essentielles.

1. Une révolution économique, financière et sociale

Un nouveau mode de développement, c'est d'abord une action publique résolue en faveur d'une maîtrise citoyenne sociale et écologique des marchés dominés aujourd'hui par le capitalisme financier et productiviste.

-une action publique qui garantisse la liberté de choix des individus au sein du marché des biens de consommation courante. Cette liberté doit aller de pair avec l'invention d'une production nouvelle garantissant, en terme de coût et de respect de l'environnement et de la santé humaine, l'accès de tous à des produits de qualité. Les droits des salariés dans les entreprises, les droits des consommateurs doivent être étendus afin d'assurer cette qualité et cette accessibilité.

-Une appropriation publique et sociale des biens communs de l'humanité : pôles publics, services publics nouveaux, décentralisés et démocratisés doivent permettre l'accès de tous et la maîtrise pour chacun d'une eau et d'une énergie propre, durable et renouvelable, des écosystèmes naturels, de l'habitat et des équipements urbains, ainsi que le droit à la santé et au sport, à l'éducation et la recherche, aux arts et à la culture, la libre circulation des idées et des informations ainsi que la communication des individus entre eux et à l'échelle planétaire.

-Un dépassement du marché du travail par la sécurisation tout au long de la vie des parcours d'emploi et de formation ainsi que de revenus. Cela va de pair avec une redéfinition des contenus du travail et de la formation, de leurs liens avec la recherche ainsi que de l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises.

-Une maîtrise publique des marchés financiers par une lutte acharnée, du local au global, contre la spéculation financière, par une maîtrise politique en France, en Europe et dans le monde des banques centrales et des organismes financiers qu'il faut démocratiser et dont il faut réorienter les finalités, enfin par la création de pôles publics bancaires et de fonds d'investissements publique décentralisés permettent d'orienter le crédit vers l'emploi, les besoins sociaux et environnementaux.

2. Une révolution écologique et énergétique

La crise écologique met en cause la préservation de la planète, mais aussi une dimension essentielle de l'histoire de l'humanité, son combat en faveur de l'émancipation.

La responsabilité première de cette crise ne repose pas d'abord sur des comportements individuels, même si la résoudre implique une prise de conscience et une mobilisation de chacun d'entre nous. Nous ne sommes pas en effet confrontés à une sorte de fatalité mais au fait que le système économique dominant, le capitalisme, produit dans des conditions qui ne satisfont ni aux besoins sociaux ni aux exigences environnementales. Nous subissons un productivisme aveugle que nous avons trop souvent accompagné en pensant défendre l'emploi. Aujourd'hui, ce productivisme est totalement dépendant d'une globalisation qui n'obéit qu'à une rentabilité financière à court terme. Or, le temps court des profits est incompatible avec le temps long des écosystèmes. C'est pourquoi, il faut impérativement intégrer le dépassement de la crise écologique comme l'un des éléments majeurs de la transformation sociale.

Cela nous conduit à relever plusieurs défis:

Le défi énergétique indispensable à la lutte contre le réchauffement climatique qui conditionne l'avenir de l'humanité et de la planète.

Ceci suppose la maîtrise de la consommation énergétique par l'isolation des bâtiments , le développement des transports collectifs et du ferroutage , un moratoire sur les autoroutes et le développement de la voiture propre.

Un programme de grande ampleur de recherche et de production des énergies renouvelables de manière à remplacer progressivement les énergies fossiles.

La promotion d'un nucléaire sécurisé et propre par la recherche, la transparence, la démocratie.

-Le défi de la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement .

Outre les propositions pour lutter contre le réchauffement climatique développées ci-dessus nous y trouvons la volonté de diminuer de moitié l'utilisation des pesticides, doubler les surfaces agricoles cultivées en bio, appliquer le principe de précaution concernant les OGM , protéger la biodiversité et économiser les ressources naturelles. Toutes propositions qui vont dans le bon sens. Soyons conscients qu'il faudra les imposer aux grands semenciers et aux multinationales comme Monsanto. Ce qui s'est passé début avril à l'Assemblée nationale et au Sénat montre bien que la droite en est bien loin, comme il lui sera sans doute difficile de transférer au rail une partie du transport de marchandises assuré par la route et de s'opposer à la SNCF qui veut fermer des centaines de gares de fret. Et qu'en sera-t-il de l'isolation thermique des bâtiments?

Tout cela pose la question du «qui paie », sans alimenter la spéculation immobilière et en liant cette « révolution énergétique » à la résolution de l'intolérable crise actuelle du logement. Le « qui paie » pose en grand la question d'une autre fiscalité à la fois plus efficace sur le plan environnemental et plus juste socialement . Il pose la question du financement à l'heure des menaces de privatisation qui pèsent sur la Caisse des Dépôts alors qu'elle devrait devenir la banque publique du développement durable. Il faut d'urgence rattraper notre retard en matière de recherche et de production d'énergies renouvelables mais comment le faire quand on se prive de la maîtrise publique des choix industriels énergétiques et que l'on privatise les outils essentiels que sont nos services publics de l'énergie et que l'on soumet la recherche publique aux intérêts privés.

La nécessité de la maîtrise publique d'une politique écologique va d'ailleurs bien au delà de l'énergie. N'oublions ni l'eau, ni les déchets, ni la biodiversité. C'est ce que le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) vient de souligner dans un rapport: « si l'on veut vraiment résoudre la crise écologique, il faut arrêter la privatisation généralisée des ressources et des services ».

Si le capitalisme est capable aujourd'hui de trouver dans l'écologie un champ nouveau de profits par exemple en dépolluant sans cesse ce qu'il a pollué, crise sociale et crise écologique forment un nœud que la logique libérale ne peut trancher, un nœud illustré par deux questions essentielles : celle de savoir au bénéfice de qui on veut résoudre la crise écologique subie aujourd'hui par les plus pauvres, celle de dépasser les formes politiques de domination et de gestion dans les territoires et les entreprises au profit d'une démocratie participative et citoyenne, question singulièrement absente du Grenelle.

Deux autres révolutions sont constitutives d'un autre mode de développement même si elles ne sont citées ici que pour mémoire parce qu'elles seront traitées dans d'autres textes. Elles n'en pas moins décisives.

3.La révolution de l'art, de la connaissance et de l'information.

L'irruption d'une véritable révolution dans les savoirs scientifiques et technologiques, des arts et de la culture, liée à une révolution informationnelle qui bouleverse l'histoire même de l'hominisation et

de l'intelligence humaine, pose la question du refus de leur marchandisation et de leur appropriation sociale et citoyenne, enfin de leur mise en débat afin de les articuler étroitement aux enjeux sociaux et écologique de transformation.

4. La révolution démocratique.

Elle doit impérativement conduire au dépassement de la crise actuelle de la représentation politique et des formes actuelles de gouvernance par le développement d'une démocratie participative de coélaboration et de codécision dans les villes, les territoires comme dans les entreprises. Cela doit nous amener à des réformes profondément démocratiques de l'Etat et des institutions, de la décentralisation et des rapports entre le local, le territorial, le national et l'Europe, enfin de l'invention de dispositifs nouveaux permettant une intervention citoyenne réelle et efficace sur les plans économique, social, culturel et écologique.